

La Palestine au coeur

La fête de l'Humanité 2009 a été pendant trois jours un grand rassemblement, la Palestine au coeur, et ce bien au delà des seuls lecteurs de ce quotidien . Bien sûr, il y avait les stands et les débats co-organisés par l'AFPS, CCIPPP, Génération Palestine, et l'UJFP, que ce soit avenue Che Guevara ou au croisement des rues Salah Hamouri et Marwan Barghouti. Et le stand de la GUPS, les étudiants palestiniens. Et le stand des villes jumelées avec les villes et les camps palestiniens. Et le stand de Jérusalem capitale du monde arabe. Le stand du Venezuela organisait un débat sur la solidarité avec le peuple palestinien. Sous la grande tente du « Village du Monde », des centaines de personnes se sont pressées pour chaque table ronde proposée. Hors même du « Village », très nombreux étaient les stands des départements qui affichaient le portrait de Salah Hamouri et tenaient à accueillir Denise Hamouri sa mère. Le livre de Marwan Barghouti, « La Promesse, écrits de prison 2002-2009 » a peut-être été « le » livre de la fête 2009.

De ces trois jours, il nous semble que l'on peut tirer plusieurs leçons.

La première, et la plus importante à nos yeux, est que l'émotion face à l'agression criminelle de Gaza n'est pas retombée. Les rencontres ont montré que c'est largement au delà du cercle habituel des militants de la cause palestinienne qu'il y avait envie et besoin de débattre et d'agir.

La seconde est qu'il y a désormais une meilleure compréhension d'Israël. Dans le milieu militant de gauche, marqué par les idéaux de la Résistance, réintroduisant mieux qu'hier l'apport des « étrangers » à la lutte contre le nazisme, on ne veut pas « désespérer des descendants des survivants de la Shoah ». On ne veut pas croire que le peuple israélien ne veuille pas la paix. Avec Michel Warschawski, avec Shlomo Sand, avec les jeunes qui reviennent de mission, avec les spécialistes et les journalistes, on arrive à des conclusions presque unanimes aussi tristes soient-elles : aucune courant sioniste, aussi « à gauche » qu'il puisse se dire, n'a dénoncé l'agression de Gaza. Pas question de ne voir de racisme que dans les déclarations de Lieberman. Car il n'y a pas de sionisme à visage humain. Aujourd'hui, s'est constituée une société israélienne qui a le droit de vivre là où elle est née, mais à la condition expresse qu'elle ne le fasse pas en niant l'existence de la population, du peuple qui habite là (ou qui a le droit d'y revenir). C'est la fascisation, « l'oas-isation » de la société israélienne qui, en n'ayant pour perspective que la guerre, la colonisation, l'épuration ethnique permanentes, menace le plus directement la possibilité du maintien de cette société sur place.

La troisième leçon n'est pas la plus gaie : c'est la situation difficile de la résistance du peuple palestinien. Nous pouvons bien sûr nous accrocher à l'espoir du « manifeste des prisonniers » de mai 2006 (chapitre 15 de « La Promesse »). mais force est de constater après le congrès du Fatah que l'unité nationale palestinienne n'est pas en voie de réalisation, alors même que chaque jour nous apporte les preuves de la volonté farouche de résistance de la population palestinienne. De même, nous savons que les anticolonialistes israéliens ne sont qu'une poignée, même si de nouvelles générations (refuzniks, anarchistes contre le Mur, femmes de « Who profite ? ») rejoignent le combat.

Suite page 2

SOMMAIRE

p.1-2 Edito : La Palestine au coeur

p.2 Qui sommes nous

p.3- 4 Ne pas les laisser tout mélanger

p.5 Violence de la société israélienne

p.6-7 A propos du rapport Goldstone

p.7 Sommaire *De l'autre côté* n°5

p.8 Marche pour Gaza

Dans ce contexte, la question de la solidarité internationale est cruciale. La victoire d'Obama n'est pas un détail. Les USA ne tiennent plus le discours du « choc des civilisations », au grand dam de Netanyahu et de Sarkozy. Mais les actes ne suivent pas, ou pas encore. On ne sait pas si les instances internationales vont ne serait-ce que par application de leurs propres textes passer aux sanctions contre cet Etat voyou et ses dirigeants criminels de guerre.

Il revient donc aux peuples, aux citoyens, aux « gens d'en bas » de faire bouger les lignes. Comme pour l'Afrique du Sud hier, l'isolement économique, politique, « moral » de l'Etat israélien a effectivement pour objectif de contribuer à faire comprendre à la population israélienne que ses dirigeants foncent dans un Mur. Et c'est à nous que revient l'obligation, pour imposer les Sanctions, de faire pression pour les Désinvestissements, et d'user de l'arme du Boycott. Nous n'opposons pas décision des Etats et action à la base. Ces actions à la base, outre leur efficacité immédiate, visent à obliger nos gouvernements à prendre leurs responsabilités.

Les débats sur le BDS ont permis d'évacuer quelques faux débats récurrents.

Les Palestiniens sanctionnés par le Boycott ? Bien sûr. De même que pour l'Afrique du Sud, pas question de boycott s'il n'est pas demandé par le peuple victime du régime que nous dénonçons. C'est l'ensemble de la société civile palestinienne qui depuis 2005 s'est exprimée en ce sens.

Boycott en gros ou en détail ? Pas d'opposition entre se coaliser contre Agrexco et appeler le consommateur final à se détourner de produits de l'expropriation des Palestiniens.

Boycott de tout Israël ou des produits des colonies ? S'il faut inlassablement montrer qu'il n'y a pas respect par Israël de la traçabilité, c'est l'ensemble des entreprises israéliennes qui vivent de l'exploitation des colonies et de la construction du Mur.

Boycott universitaire, culturel et sportif contre productif ? Desmond Tutu a répondu. Dans la conscience de leur isolement des Blancs d'Afrique du Sud, le boycott sportif a été décisif. Ce ne sont pas les Israéliens que nous boycottons, ce sont leurs institutions. Nous continuerons à inviter les anticolonialistes, à recevoir leurs films et à en débattre. Nous ne collaborerons pas avec leurs Universités.

Depuis la fête, loin de tomber dans la désespérance, nous avons donc repris le chemin d'actions nombreuses et diverses : présence devant les matchs de basket à Nantes ou de football à Bordeaux, accueil de paysans palestiniens victimes du vol de la terre et de l'eau, préparation de la marche contre l'enfermement de la population de Gaza à la fin de l'année...

André Rosevègue, 30 septembre 2009

Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah de 5754 – comme section de l'Union Juive Internationale pour la paix (UJIP) disparue depuis. Elle est aujourd'hui membre de la Fédération des Juifs européens pour un Paix juste (EJJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'Etat d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en oeuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit de créer son propre Etat indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant la voie à la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui oeuvrent ensemble

- pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche Orient,
- pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,

et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

UJFP expression

Juif, sioniste, israélien, ne pas les laisser tout mélanger !

extraits de l'intervention de Pierre Stambul au débat sur la criminalisation de l'action pour les droits du peuple palestinien à la Fête de l'Humanité 2009

« (...) Mélanger sciemment juif, sioniste et israélien, c'est transformer l'opresseur en victime, c'est accréditer l'idée communément admise en Israël que « nous n'avons pas de partenaire pour la paix » (propos d'Ehud Barak), que « *les Palestiniens continuent l'œuvre d'Hitler* ». Cette confusion renforce le complexe de Massada, ce sentiment inculqué dès le plus jeune âge aux Israéliens que personne ne les aime, qu'il n'y a pas d'alternative à la destruction de la Palestine, qu'ils ne peuvent « *se défendre que par eux-mêmes* ».

Pendant des siècles, dans l'Europe chrétienne, les Juifs ont dû assurer leur survie face aux interdits, à l'enfermement, aux expulsions, aux pogroms et au génocide. Avec l'explosion des nationalismes au XIXe siècle, l'antisémitisme racial est devenu consensuel dans une bonne partie de l'Europe, la haine du Juif correspondant au rêve fou de construire des Etats ethniquement purs. L'arnaque d'aujourd'hui, c'est de faire croire que l'Israélien est l'héritier légitime et indiscutable du paria d'hier et qu'au nom de cet héritage, tout est permis.

Rappelons une anecdote connue : en 1948, année de la Naqba (l'expulsion des Palestiniens) et de la création de l'Etat d'Israël, Menahem Begin veut visiter les Etats-Unis. Les plus grands intellectuels juifs américains avec en tête Hannah Arendt et Albert Einstein signent une pétition adressée au président Truman : « *Menahem Begin arrive, c'est un terroriste. Arrêtez-le ou expulsez-le !* » À l'époque, l'image que tout le monde a du judaïsme, c'est Arendt et Einstein qui n'étaient ni sionistes, ni croyants. Par quel incroyable retournement associe-t-on aujourd'hui le judaïsme à Begin, Lieberman ou aux tankistes israéliens ?

La critique radicale indispensable

Bien sûr, le peuple israélien existe et il restera au Proche-Orient.

Prétendre que la fin du sionisme signifie « *les Juifs à la mer* » est un mensonge. Au contraire, cette idéologie qui est criminelle pour les Palestiniens est aussi suicidaire pour les Israéliens. Elle leur interdit toute forme de coexistence pacifique avec les peuples de la région et elle met donc clairement en danger leur présence au Proche-Orient. C'est au nom de cette idéologie qu'Israël n'a pas de frontière et veut annexer la totalité de la Palestine historique.

Il y a tout un travail indispensable de recherche et de déconstruction à faire sur le sionisme. Celui-ci est né dans

une Europe en proie à une incroyable explosion antisémite. Il est allé chercher dans le terreau des nationalismes (ceux qui allaient aboutir au nazisme) son substrat idéologique. « *Un peuple = un Etat* ». « *Les Juifs ne peuvent vivre qu'entre eux* ». « *L'intégration est impossible* ». « *La lutte pour la citoyenneté, l'émancipation ou l'égalité des droits est impossible* ». « *L'antisémitisme est inéluctable, inutile de le combattre, la seule solution, c'est la fuite et la construction d'un Etat Juif* ».

Pendant toutes les années de montée du Nazisme, les sionistes ont consacré toute leur énergie à un projet de conquête coloniale avec d'autres mensonges : « *la terre sans peuple pour le peuple sans terre* » qui a vite été identifiée à la Palestine ou le slogan « *du désert, nous avons fait un jardin* ».

Leur relation avec les Palestiniens est une suite ininterrompue de formes de négationnisme. Négation avant tout de l'existence des Palestiniens en tant que peuple. Jusqu'aux accords d'Oslo, en Israël, on disait « les Arabes » et jamais les Palestiniens. On proclamait qu'en 1948, « *ils étaient partis d'eux-mêmes* », niant par là-même le caractère délibéré et violent de la Nakba. (...) Pour eux, les Palestiniens sont des étrangers, des sauvages, des terroristes. Leur histoire, leur souffrance, les crimes commis contre eux sont niés en permanence ou considérés comme normaux. Les victimes ne peuvent être que les Juifs. Les sionistes font payer aux Palestiniens pour le génocide nazi et l'antisémitisme qui sont totalement des crimes européens.

Les sionistes ont raconté aux Juifs et au monde une histoire fantastique. Bien que les fondateurs du sionisme soient majoritairement non-croyants, ils ont pris à la lettre le récit biblique pour justifier un projet colonial. L'archéologie a établi depuis que la conquête sanglante de Canaan ou le royaume unifié de Salomon et David sont davantage des constructions littéraires que des vérités historiques. Les sionistes prétendent que les Juifs ont été chassés de leur pays, ont vécu 2000 ans en exil et sont enfin « retournés » chez eux grâce à la création de l'Etat d'Israël. Cette théorie de « l'exil » et du « retour » est largement remise en cause aujourd'hui. Les Juifs ne sont pas un « peuple-race », ils sont majoritairement descendants de convertis. Et les Palestiniens sont partiellement les descendants des Hébreux. Les différentes histoires, liturgies, langues ou cultures juives se sont construites en Espagne, en Pologne, au Maghreb, à Salonique ou en Ukraine. Ces communautés sont

UJFP expression

totale­ment étran­gères à la Palestine.

Le sionisme a un côté messianique. Il a fabriqué un « homme nouveau », militariste, colonialiste, insensible à l'autre. Et il prétend parler au nom de tous les Juifs, les « dissidents » étant forcément des « traîtres ayant la haine de soi ».

« L'Etat Juif » que les sionistes ont créé est contraire au droit international qui ne reconnaît pas une citoyenneté à géométrie variable. En Israël, cette citoyenneté n'est pleine et entière que pour les Israéliens juifs alors les 20% de la population qui ne sont pas juifs (Palestiniens de 1948, Bédouins ...) vivent toute une série de discriminations.

Le sionisme qui a fait du génocide un « devoir de mémoire » n'a joué qu'un rôle confidentiel dans la résistance juive au nazisme. Pire, certains de ses dirigeants et non des moindres ont collaboré. Ainsi le futur Premier Ministre Itzhak Shamir, à la tête du groupe Stern, a fait assassiner des soldats britanniques jusqu'en 1942.

Les enjeux de la criminalisation de l'antisionisme

C'est l'adhésion de la majorité des Israéliens et des Juifs « communautaires » à cette construction identitaire et historique, aggravée par l'apparition d'un courant intégriste, qui explique la fuite en avant qu'on observe aujourd'hui, la perpétuation de la colonisation, et les guerres à répétition.

Plus que jamais, le mode de défense des sionistes est d'assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme. Et de mélanger Juifs et Israéliens.(...)

L'antisémitisme et le sionisme, d'accord sur l'essentiel.

De tous côtés, la confusion entre Juifs et sionistes bat son plein. Il y a quelques années, l'ABSI (association pour le bien-être du soldat israélien, association collectant des fonds pour l'armée israélienne), ne trouvant pas de salle pour se réunir, s'est réunie ... dans une synagogue. Comment empêcher celles ou ceux qui se sentent solidaires des Palestiniens de faire la distinction ? (...) Il y a plusieurs convergences entre sionistes et antisémites. Les uns et les autres pensent que le mélange et l'assimilation sont impossibles. Les antisémites pensent que les Juifs veulent dominer le monde. Et les sionistes recherchent la puissance militaire maximale et une alliance indéfectible avec la première puissance mondiale. À plusieurs reprises dans l'histoire, l'antisémitisme a considérablement renforcé le projet sioniste, comme ce fut le cas dans les pays d'Europe de l'Est.

Il y a, c'est vrai, quelques antisémites infiltrés dans le combat pour la Palestine. Disons-le sans détour (et l'écrasante majorité des militantEs pour la Palestine l'ont compris), ces groupes qui dissimulent (mal) leur antisémitisme derrière l'antisionisme ne sont pas seulement « immoraux » (comme tous les racistes). Ils servent ce qu'ils prétendent combattre. Ils alimentent le complexe de Massada. Ils offrent un boulevard à celles et ceux qui veulent criminaliser l'antisionisme. Encore une fois, la guerre du Proche-Orient n'est ni une guerre raciale, ni une guerre religieuse, ni une guerre communautaire. Elle porte sur des questions essentielles : le refus du colonialisme et l'égalité des droits. Et c'est au nom de ces principes qu'il faut combattre idéologiquement le projet sioniste. »

Plus de textes, plus d'info

Sur www.ujfp.org

UJFP réflexion

Violence de la société israélienne

extraits de l'intervention de Richard Wagman au débat sur « la solidarité avec la Palestine et les Palestiniens » sous le chapiteau du Vénézuéla à la fête de l'Huma 2009

Ce n'est pas un secret d'État : la société israélienne est une société violente. C'est une évidence avec la violence qui s'abat sur le peuple palestinien. Mais il y a aussi la violence ordinaire : une augmentation de la délinquance, des crimes de droit commun, et de la violence conjugale, dont les femmes sont les premières victimes. Certains en Israël stigmatisent l'incompétence de la police ou bien soulignent que les forces de l'ordre sont déployées pour l'essentiel pour réprimer les Palestiniens. Mais ce sont aussi les coupures drastiques dans les budgets sociaux (au profit des dépenses en faveur des colons et de l'armée) qui expliquent l'insécurité sociale et la montée de la violence ordinaire.

Mais les autorités israéliennes préfèrent réprimer les opposants à leur politique.

Profile Hadash, une association féministe qui regroupe notamment les mères de famille qui encouragent leurs enfants dans leur refus du service militaire, en a récemment été victime. Profile Hadash travaille contre la militarisation et la violence de la société israélienne.

Il y a nombre de militants et intellectuels qui sont également ciblés, pour qui des campagnes de soutien sont organisées - tel Ezra Nawi (qui essaie de protéger les maisons palestiniennes vouées à la démolition) ou Neve Gordon (professeur à l'Université Ben-Gourion). Le crime de ce dernier, menacé d'être renvoyé de son poste, est d'avoir publiquement déclaré que des pressions internationales sont désormais nécessaires pour infléchir la politique israélienne, notamment par le biais de la campagne BDS (boycott, désinvestissements, sanctions).

Deux autres associations israéliennes ont eu droit à des arrestations et des procès dernièrement : Yesh Gvul (la principale organisation qui vient en aide aux objecteurs de conscience), et Shovrim Shitka (« Rompre le silence ») qui regroupe des soldats qui témoignent des crimes de guerre commis par l'armée israélienne - des témoignages qui ont suscité émoi et consternation après l'offensive israélienne à Gaza en janvier 2009.

Un autre universitaire israélien progressiste a fait parler de lui cet été : le professeur Uri Davis. Ce sociologue enseigne à l'Université d'Al-Quds (l'université arabe de Jérusalem). Uri Davis est marié à une Palestinienne, parle parfaitement l'arabe, et se définit comme « *Palestinien, hébreu et antisioniste d'origine juive* ». Le 15 août, Uri Davis a été élu membre de la direction du... Fatah. Dans la société israélo-palestinienne, les mariages mixtes existent, les Juifs qui militent au sein des organisations palestiniennes aussi. (...)

Le gouvernement d'Israël prétend, à tort, parler au nom des Juifs du monde entier.

Mais dans les faits, seulement un Juif sur trois habite en Israël. Si le gouverneur de l'État d'Anzoátegui, Tarek William Saab, est d'origine arabe, il y a aussi des Vénézuéliens d'origine juive. Les 2/3 de la population juive mondiale n'habitent pas en Israël, mais dans les pays comme le Venezuela (plus de 25 000 Juifs) ou la France (plus de 600 000 Juifs). En France, l'UJFP est une des associations juives - comme il en existe dans de très nombreux pays - qui expriment leur opposition à la politique israélienne et sa solidarité avec les droits nationaux légitimes du peuple palestinien. Dans l'appel à participer à la campagne que nous avons signé avec le réseau IJAN, nous écrivons :

« En tant qu'associations juives attachées aux droits des peuples (...) nous ne pouvons pas supporter que l'État d'Israël poursuive sa politique sioniste de colonisation, d'exclusion, de dépossession, de répression, d'humiliation, d'apartheid et d'épuration ethnique contre le peuple palestinien (...) et que face à ceux qui s'opposent à la politique israélienne il se livre à l'odieux chantage à l'antisémitisme, à la manipulation honteuse de la mémoire du génocide hitlérien. Ce chantage et cette manipulation sont relayés par des agents d'Israël dans divers pays, dont en France le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) et soutenus activement par la politique de Sarkozy (...) »

Ainsi, l'UJFP, l'IJAN et d'autres associations juives dans le monde soutiennent la campagne BDS jusqu'à la fin de l'occupation et jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international.

UJFP réflexion

Texte analytique à propos du rapport Goldstone

Les couloirs du Palais des Nations à Genève sont, depuis quelques jours, maintenus sous haute sécurité, ainsi que cela avait été le cas lors de la conférence de suivi du processus de Durban en avril dernier.

Les ONGs accréditées ne pourront avoir qu'au mieux deux participants, qui devront, dès 8 heures du matin, tenter de se procurer le laissez-passer.

Pourquoi un tel déploiement de forces de sécurité? Que craint le Conseil des Droits de l'Homme?

La mission, à qui l'ancien Président du Conseil des droits de l'homme, Martin Ihoeghian Uhomoibhi, avait demandé un rapport d'enquête à propos de l'agression commise par l'armée israélienne contre Gaza, entre décembre et janvier 2009, va remettre officiellement son rapport à ce même Conseil.

Ce rapport, qui va au-delà de l'agression elle-même puisque sont interrogés l'ensemble des mécanismes de la colonisation dont le blocus imposé à la population de Gaza, depuis 2006 analyse l'ensemble des conséquences de cette agression pour les populations palestinienne et israélienne. Se trouve bien établie la responsabilité pénale des auteurs des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité. Il est regrettable que la mission n'envisage les crimes contre l'humanité que comme une possibilité, alors que de nombreux experts en droit international ont considéré que de tels crimes étaient imputables aux responsables israéliens.

La mission considère, par la façon dont elle pose la question, que les factions armées palestiniennes doivent être abordées sur le même plan que l'armée et les responsables israéliens. Cette approche ne tient pas compte du fait que les factions armées palestiniennes ne sont pas une armée d'occupation et d'agression. La question de la nécessité et de la proportionnalité dans l'usage de la force ainsi que celle des attaques indiscriminées ne peut être imputée à la résistance palestinienne. La mission, même si elle contextualise l'agression de Gaza dans l'occupation subie depuis 1967, ne souligne pas assez clairement qu'il y a un agressé et un agresseur.

Cette précision est importante. Il faut regretter qu'elle ne soit pas plus explicite, d'autant que le rapport rend parfaitement responsable l'armée israélienne d'intention et de planification compte tenu de sa performance technologique qui en fait une des meilleures armées au monde, si ce n'est la meilleure et qui comme telle avait tous les moyens nécessaires pour éviter de bombarder des zones dans lesquelles se trouvait la population civile.

A propos de la stratégie employée par cette armée, la mission a, à plusieurs reprises, rappelé les opérations et les tactiques employées par les forces armées israéliennes lors de la guerre de 2006 contre le Liban. Ce parallèle n'est pas inintéressant et montre bien que cette armée refuse d'utiliser tout autre stratégie que celle de la politique de la terre brûlée et du fait accompli au prétexte d'un droit à la légitime défense basé sur la loi de la jungle et non sur la Rule of Law.

Mais le rapport n'évacue pas le fait que les factions armées palestiniennes, en envoyant des rockets et des tirs de mortier sur la population civile israélienne, sont responsables -au sens entendu par le statut de la Cour pénale internationale- de crimes de guerre.

Un des points importants de ce rapport, qui redit fermement le droit du peuple palestinien à sa souveraineté basée sur le droit des peuples à l'autodétermination, est le fait que les rapporteurs demandent au Conseil de Sécurité que tout ce qui concerne la situation en Palestine -du côté israélien comme du côté palestinien- soit abordée à la lumière du Chapitre 7 de la Charte des Nations unies.

Ce rapport rappelle avec force l'importance de l'avis consultatif de la CIJ à propos de la construction illégale du mur à propos de la responsabilité des Etats Parties aussi bien à la 4ème Convention de Genève qu'au Statut de Rome en ce qui concerne leur obligation de faire respecter le droit humanitaire international et le droit international.

Pour que tout ce qui est pointé par la mission d'enquête et dénoncé comme autant de crimes de guerre, il est à espérer que ce rapport permettra que le droit des Palestiniens à la justice soit enfin reconnu, que les responsables israéliens des crimes de guerre soient traduits en justice et jugés.

La mission en consacrant les nombreuses violations dont ont été victimes les Palestiniens de Gaza ouvre la possibilité pour une enquête internationale qui pourrait être une des bases, si la communauté internationale se décide à donner des suites pénales à ces violations.

Espérons, pour la lutte contre l'impunité -seule garantie de la paix et de la sécurité internationales-, que mardi 29 septembre les membres du Conseil des Droits de l'Homme manifesteront la volonté politique de voir adopté ce rapport de

façon à ce que les recommandations soient transmises tant au Secrétaire général de l'ONU qu'au Conseil de Sécurité et que celles concernant l'Assemblée générale et le Procureur de la Cour pénale internationale soient mises en place le plus rapidement possible.

Espérons que les tentatives de délégitimation du travail de la mission du Conseil des Droits de l'Homme échoueront et que la communauté internationale prendra pour une fois ses responsabilités à l'égard du peuple des Nations en conformité avec la Charte de l'ONU.

Mireille Fanon-Mendès France
26 septembre 2009

Parution du numero 5

Au sommaire

Interview Judith Butler *"Aimer les juifs ou les haïr, c'est s'engager exactement dans la même opération suspecte"*



Dossier **Gaza**

Dossier « **Islame** »: islam féministe, islam au féminin ?

Une partie magazine

Vie et débat dans l'UJFP

Coalition pour mettre fin au siège illégal de Gaza: Déclaration de Principes et Objectifs

Human Rights Watch a appelé le blocus de Gaza une «*violation grave du droit international*»
L'ancien président américain Jimmy Carter a dit que la population de Gaza est traitée «*comme des animaux* »
et a réclamé la «*fin du siège de Gaza -- et de la privation d'un million et demie de personnes des nécessités de vie de base.* »

L'une des expertes mondiales sur la question de Gaza, Sara Roy de l'Université Harvard, a dit que les conséquences de l'état de siège «*sont indéniablement une souffrance massive, créée en grande partie par Israël, mais avec la complicité active de la communauté internationale, en particulier des États-Unis et de l'Union européenne*»

La loi est claire. L'humanité en a lourd sur la conscience.

Pourtant, le siège de Gaza continue.

Il est temps d'agir !

La marche vers la Liberté

La Coalition pour mettre fin au siège illégal de Gaza va envoyer des milliers de personnes du monde entier à la bande de Gaza.

Le 1er janvier 2010, nous allons marcher jusqu'au poste de contrôle d'Erez, tout près de la population de Gaza, dans une manifestation non-violente, brisant le blocus illégal.

La marche est inspirée de Mahatma Gandhi. Gandhi appelait son mouvement Satyagraha—la force de la vérité. La vérité est que le siège israélien de la bande de Gaza est illégal et inhumain. Gandhi a dit que la non-violence exige plus de courage et est plus efficace que la violence. Nous voulons prouver, par nos actes, la véracité des idées de Gandhi. Nous n'avons pas peur, nous ne reviendrons pas en arrière, nous ne laisserons pas mourir Gaza.

Gandhi a dit que le but de l'action non-violente est «*d'accélérer* » la conscience de l'humanité. Nous voulons amener l'humanité à ne pas se contenter de déplorer la brutalité israélienne, mais à activement y mettre fin.

Nous nous inspirons également de la lutte pour les droits civils aux États-Unis.

Si Israël dévalue la vie des Palestiniens, nous devons - tout comme les blancs du nord sont descendus au sud lors du l'Été de la Liberté - nous interposer et protéger les Palestiniens de la brutalité israélienne.

Si Israël défie le droit international, alors nous devons - tout comme des commissaires fédéraux ont été envoyés pour faire respecter la loi de la terre contre les shérifs racistes du sud - envoyer des commissaires non-violents de partout au monde pour faire respecter la loi de la communauté internationale dans la bande de Gaza.

Nous ne prenons pas parti dans la politique interne palestinienne. Nous sommes simplement du côté du droit international et du respect humain.

Nous organisons cette manifestation comme la première étape d'une longue campagne non-violente.

Le siège est illégal.

Le mur est illégal.

Les colonies sont illégales.

Les fermetures et les couvre-feux sont illégaux.

Les barrages routiers et postes de contrôle sont illégaux.

La détention et la torture sont illégales.

La vérité est que si le droit international était respecté, l'occupation ne pourrait avoir lieu.

La manifestation ne peut réussir que si nous éveillons la conscience de l'humanité.

Si nous conduisons des milliers de personnes à Gaza et si des millions d'autres dans le monde assistent à cette manifestation via internet, nous pouvons mettre fin au siège, sans qu'une goutte de sang ne soit versée.

Si le monde entier nous regarde, Israël ne peut pas faire feu.

Un groupe de travail se met en place pour l'organisation de la participation française, avec notamment l'AFPS, CCIPPP, GP et UJFP. Ecrivez nous si vous êtes éventuellement intéressés pour y participer:

UJFP 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris tel: 06-61-33-48-22